

ISRAËL. Pas de mur des Lamentations mixte : "Les ultraorthodoxes ont le monopole religieux"



Lundi dernier, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a enterré le projet d'espace de prières mixtes au mur des Lamentations. Analyse d'Emmanuel Navon, politologue israélien.

Lundi 26 juin, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a abandonné l'accord qui prévoyait la création d'un espace de prières mixtes au mur des Lamentations à Jérusalem. En cause, les pressions des partis juifs ultraorthodoxes, qui assurent sa majorité au Parlement. La nouvelle ravive les tensions entre les ultraorthodoxes et la population juive plus modérée. Analyse d'Emmanuel Navon, politologue israélien.

Que symbolise l'abandon de cet accord ?

Précisons d'abord que l'accord qui vient d'être annulé ne concernait pas uniquement l'espace de prières mixte au mur des Lamentations. Il était également question de la conversion des juifs. Les ultraorthodoxes ont le monopole religieux en Israël. Ils régissent les mariages, les enterrements et les conversions. Ces dernières sont soumises à des règles très strictes. C'est un sujet sociétal d'autant plus sensible qu'Israël compte un grand nombre d'immigrés de l'ex-Union soviétique, environ 300.000. Eux se considèrent comme juifs, mais ils ne sont pas reconnus comme tels par les ultraorthodoxes. Ils n'ont donc pas accès aux enterrements religieux et aux mariages. Et ce monopole, les ultraorthodoxes comptent bien le conserver. Sous leur pression, Benjamin Netanyahu a dû céder car sinon il pouvait perdre sa majorité au Parlement israélien.

Cet épisode symbolise toute la division qui anime la société israélienne. Les ultraorthodoxes ne sont majoritaires ni au sein de la diaspora américaine, ni au sein de la population israélienne. Les critiques violentes grondent donc des deux côtés. La population israélienne le vit comme un affront.

Une alliance politique avec le centre est-elle possible pour contrer les pressions politiques des ultraorthodoxes ?

C'est impossible actuellement. Benyamin Netanyahu ne peut plus reculer et il se retrouve piégé par sa propre stratégie politique. Pourtant, les négociations avec le parti travailliste, le centre, ont duré près d'un an. Mais le Premier ministre a choisi une coalition de droite avec les ultraorthodoxes. Il a tourné le dos au centre et il est certain que même si lui changeait d'avis, les travaillistes ne retomberaient pas dans son piège.

L'influence de la diaspora américaine peut-elle remettre d'actualité cet accord ?

Le poids de la diaspora américaine n'est effectivement pas à prendre à la légère. L'Agence juive a déjà pris ses distances avec Benyamin Netanyahu, de façon très claire. Le Premier ministre a révélé à quel point il n'est pas crédible et surtout, à quel point un accord passé avec lui ne vaut rien. Il n'a pensé qu'à court terme, conserver sa majorité, mais il risque de le payer cher. En plus, les sujets qui divisent la diaspora et les ultraorthodoxes divisent aussi les ultraorthodoxes et la population israélienne. Les réformés, les juifs modernes souhaitent une évolution des règles religieuses trop strictes dans le domaine public. Les ultraorthodoxes se crispent et ont peur de perdre leur monopole. Ils renforcent leurs pressions et ne laissent plus rien passer. Là où quelques années auparavant, ils auraient pu faire des concessions, il n'y a plus de compromis possible.

Jared Kushner, le gendre de Donald Trump, a beaucoup fait parler de lui, car il est juif et proche des lobbies. Représente-t-il cette diaspora juive américaine ?

A la différence de la majorité de la diaspora américaine, Jared Kushner fait partie des orthodoxes. Les Américains discernent en plus les "modern orthodox" et les "ultraorthodoxes". Les premiers participent à la vie active et s'habillent comme tout le monde. Les autres portent la barbe, les habits traditionnels et la majorité de leur temps est consacré à l'étude de la religion dans des lieux dédiés. Jared Kushner est plutôt un orthodoxe, à l'américaine, light. Si on prend d'ailleurs l'exemple de sa femme, convertie au judaïsme, pour illustrer mon propos sur les conversions, elle n'est pas officiellement reconnue comme juive en Israël par les ultraorthodoxes.

Que peut attendre Benyamin Netanyahu de son futur politique désormais ?

Le Premier ministre risque de vivre un retour de manivelle. Il avait repris un discours laïc et ce revirement soudain écœure les Israéliens. Il y a déjà un mouvement d'opinion qui se forme contre lui et qui ne cesse de monter. En plus, il doit penser à sa potentielle mise en examen. Il envisage probablement de provoquer des élections anticipées si ça arrive. Il a donc besoin des ultraorthodoxes. Mais de toute façon, le gouvernement actuel ne va pas tenir jusqu'à 2019. Si une autre coalition voit le jour et qu'elle peut se passer des ultraorthodoxes, il y aura obligatoirement une renégociation de l'accord abandonné. Mais si cette coalition ne voit pas le jour et que les ultraorthodoxes sont encore de la partie, la situation va se corser avec la diaspora américaine. L'avenir de Benyamin Netanyahu est aujourd'hui très lié à l'évolution du calendrier politique.

Propos recueillis par Justine Benoit